
**COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS
PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION**

Les commissaires :

L'honorable France Charbonneau, présidente

M. Renaud Lachance, commissaire

**Holcim (Canada) Inc.
Requérante**

Décret 1029-2011 du 19 octobre 2011 (*G.O.Q.* 2011. II. 4767) et Décret 1059-2011 du 20 octobre 2011 (*G.O.Q.* 2011. II. 4768), tels que remplacés par le Décret 1119-2001 du 9 novembre 2011 (*G.O.Q.* 2011. II. 5261), tel que lui-même modifié par le Décret 1163-2011 du 23 novembre 2011 (*G.O.Q.* 2011. II. 5590), le Décret 202-2013 du 18 mars 2013 (*G.O.Q.* 2013. II. 1429) et le Décret 69-2015 du 11 février 2015 (*G.O.Q.* 2015. II. 375).

Loi sur les commissions d'enquêtes, RLRQ, chapitre C-37.

Loi concernant la lutte contre la corruption, RLRQ, chapitre L-6.1.

DÉCLARATION ASSERMENTÉE

M. Pierre-André Matton

Holcim (Canada) Inc.

Je, soussigné, Pierre-André Matton, domicilié et résidant au [REDACTED], Montréal, Province de Québec, [REDACTED] affirme solennellement ce qui suit :

Mon cheminement professionnel

1. J'ai été embauché par Holcim (Canada) inc. (« Holcim »), pour sa division Demix Construction (« Demix »), en novembre 2006, à titre de directeur général adjoint de cette division. En 2008, j'ai été promu directeur général de Demix, une position que j'ai occupé jusqu'en 2014. Depuis janvier 2014, je suis directeur – projets spéciaux, région du Québec et de l'Atlantique.
2. Auparavant, de 2003 à 2006, j'étais vice-président chez la compagnie L.A. Hébert Construction.
3. De 1999 à 2003, j'étais à l'emploi de la compagnie Simard-Beaudry Construction, ayant comme responsabilité les contrats de pavage d'asphalte en réponse aux appels d'offres des villes de Montréal et de Laval.
4. Auparavant, j'ai travaillé pour la compagnie DJL Construction, principalement dans le domaine de l'asphalte.

La politique de Holcim en matière de conformité

5. Au moment de mon embauche chez Demix, j'ai été informé par le président et chef de la direction de Holcim alors en fonction, M. Philippe Arto, par le premier vice-président de la région du Québec et de l'Atlantique d'alors, M. Baudouin Nizet (maintenant président et chef de la direction de Holcim), ainsi que par le directeur général de Demix Construction, Jean-Maurice Forget, qu'aucune collusion avec nos concurrents ne serait tolérée. D'ailleurs, je reçois régulièrement depuis mon entrée en fonction une formation portant sur la conformité au droit de la concurrence, qui interdit de s'adonner à de tels comportements.
6. De par mon expérience passée et selon les rumeurs qui courraient, j'étais conscient qu'il existait de la collusion dans l'attribution des contrats municipaux de la ville de Laval.
7. Suite à mon embauche chez Demix, le message que j'ai immédiatement fait laisser savoir de façon générale à mes concurrents et plus spécifiquement à certains d'entre eux, pour les contrats municipaux de Laval et de Montréal, y compris lors de rencontres sociales, était à l'effet que Demix ne participerait pas à de la collusion et que l'on n'arrangerait pas les soumissions. Nous avons un code d'éthique très clair et il n'était pas question pour moi d'y faire participer Demix. Ce message a circulé très vite après que je l'ai communiqué.
8. J'ai également mentionné la politique de Holcim à M. Roger Desbois et à un autre concurrent lors de rencontres à leurs demandes.
9. À la même époque suivant mon arrivée chez Demix, M. Gilles Thériault, alors qu'il était à l'emploi de la compagnie Valmont Nadon, a par ailleurs communiqué avec moi pour me demander 60 000,00\$, car il croyait que Demix faisait partie d'un système collusoire à

Laval et que ce montant devait lui être payé. Je lui ai clairement fait comprendre que ce n'était pas le cas, que l'argent que Demix gagnait était légitime, Demix le méritant pleinement. Je lui ai fait savoir qu'il n'était pas question qu'on lui donne un seul sou.

10. Un autre concurrent, en 2008, m'a également téléphoné alors que j'étais en Suisse en formation pour me demander de le « laisser passer » sur un contrat particulier du Ministère des Transports du Québec (« MTQ »). Je ne suis pas certain des détails du contrat, mais je me souviens clairement de lui avoir répondu négativement, car Holcim avait pour politique de ne tolérer aucune collusion. De souvenir, ce concurrent a tout de même gagné cette soumission.
11. Depuis mon embauche à l'emploi de Demix, Demix n'a jamais à ma connaissance fait partie d'un système de collusion à Laval, ni à Montréal, ni pour les soumissions au MTQ, et n'a jamais conclu d'ententes avec ses concurrents pour ne pas soumissionner, ni faire des soumissions de complaisance.

Le processus de soumission chez Demix

12. Le processus suivi chez Demix pour soumissionner était le suivant de 2006 à 2014:
 - 1) Messieurs Jean-Pierre Turgeon, pour les projets spéciaux (travaux de chaussée en béton et structure en béton armé, et Stéphane Lavoie, pour les contrats municipaux, consultent les journaux et le système de soumission informatisé pour choisir les projets qui intéressent Demix;
 - 2) Ce choix est guidé par plusieurs facteurs, soit : la localisation géographique du projet, notre carnet de commandes, nos équipes disponibles, la quantité de matériaux requis (pierre, asphalte) ainsi que la proximité de notre usine d'asphalte ou de nos carrières;
 - 3) Ils demandent par la suite à notre adjointe administrative, Julie Boudreault, qui est la responsable administrative des soumissions, de commander les documents des autorités;
 - 4) Les documents sont alors transmis à un des estimateurs chez Demix qui utilise notamment un de nos logiciels pour calculer le coût des travaux. Il fera une visite des lieux, puis révisera ensuite le tout avec M. Jean-Pierre Turgeon pour ce qui est des projets spéciaux ou avec M. Stéphane Lavoie pour ce qui est des travaux municipaux, et apportera alors les corrections nécessaires;
 - 5) Lorsque la soumission finale est prête, le matin même de la clôture de la soumission, M. Turgeon ou M. Lavoie selon le cas me consultent et nous établissons le pourcentage de profit à ajouter, selon les circonstances;

- 6) La soumission est alors transmise à Julie Boudreault qui la dactylographie et complète le bordereau, pour ensuite le sceller dans une enveloppe qui sera acheminée par messenger au demandeur d'offres.

ET J'AI SIGNÉ

[Redacted signature area]

Pierre-André Matton

[Handwritten signature]

Affirmé et déclaré solennellement devant moi à Montréal, ce
25 jour du mois de *mai* 2015

[Redacted signature area]

Commissaire à l'assermentation

